Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

42 | 2011

La souveraineté populaire

Des tisserands au Parlement : la légitimité de la politique du peuple (Angleterre, 1799-1800)

Weavers in parliament: the legitimacy of popular politics, (England, 1799-1800)

Weber im Parlament : die Legitimität der Volkspolitik (England, 1799-1800)

Joanna Innes

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4107>

DOI : 10.4000/rh19.4107

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 15 juillet 2011

Pagination : 85-100

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Joanna Innes, « Des tisserands au Parlement : la légitimité de la politique du peuple (Angleterre, 1799-1800) », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 42 | 2011, mis en ligne le 31 juillet 2014, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4107> ; DOI : 10.4000/rh19.4107

Tous droits réservés

JOANNA INNES

Des tisserands au Parlement : la légitimité de la politique du peuple (Angleterre, 1799-1800)

Quand, en 1799, le duc de Richmond porta un toast à « Notre souverain, le peuple », il fut démis de toutes les fonctions publiques qu'il assumait¹. Le concept de « souveraineté du peuple » n'était alors pas admis en Grande-Bretagne ; et, formellement, il ne l'est toujours pas. Jusqu'à aujourd'hui, au Royaume-Uni, la souveraineté réside dans la Couronne².

Le gouvernement de William Pitt le jeune (1783-1801), qui sanctionna Richmond, ne se contenta pas de récuser ce concept constitutionnel franco-américain. Dans le contexte de la Révolution française, Pitt – qui, dans sa jeunesse, avait prôné une réforme parlementaire – soutint que cette idée constituait en soi un danger. En 1792, à l'initiative du gouvernement, une proclamation royale encouragea les autorités locales et les sujets loyaux à réprimer la sédition, tandis que le *Home Office* (ministère de l'Intérieur) incitait à poursuivre les suspects en justice. Le gouvernement lui-même prit l'initiative de poursuites, en particulier en 1794, notamment contre d'anciens alliés politiques. Les libertés civiques furent réduites par le Parlement en 1795, puis de nouveau en 1799, à la suite de l'insurrection irlandaise de l'année précédente. Les droits d'expression, d'association et d'assemblée furent limités. Si la loi de 1795 fut temporaire, celle de 1799 eut des effets durables et ses restrictions drastiques restèrent en vigueur jusqu'en 1967³.

Cette persistance, dans des périodes où la société civile britannique a paradoxalement prospéré et où les Britanniques se sont vantés des libertés garanties par leur système politique, nous invite à interpréter avec prudence le cadre légal de l'action collective. Le gouvernement semble surtout avoir voulu disposer de pouvoirs discrétionnaires, en particulier du pouvoir d'agir

1. Roger Wells, *Insurrection. The British Experience 1795-1803*, Gloucester, Alan Sutton, 1983, p. 156.

2. Pasi Ihalainen, *Agents of the People. Democracy and Popular Sovereignty in British and Swedish Parliamentary and Public Debates, 1734-1800*, Leiden, Brill, 2010, notamment les chapitres 4 et 5 pour une présentation de l'émergence de ce concept dans le discours politique britannique.

3. Michael Duffy, *The Younger Pitt*, Harlow, Longman, 2000, propose une introduction utile ; Clive Emsley, 'Repression, Terror and the Rule of Law in England during the Decade of the French Revolution', *English Historical Review*, n° 100, 1985, p. 801-825. La loi a été abrogée par les réformes pénales de 1967.

contre ceux qui lui paraissaient menacer la paix civile, quand il le jugeait utile et sans devoir en apporter de preuves solides. Des intentions similaires semblent avoir présidé au vote de la législation antisyndicale, connue sous le nom de *Combination Act*, également adoptée en 1799. Les luttes destinées à augmenter les salaires étaient déjà passibles de poursuites, tout comme le fait d'interrompre un travail avant qu'un contrat ait été rempli. La loi permettait de surcroît d'arrêter et de détenir provisoirement ceux qui étaient accusés d'une des très nombreuses activités jugées répréhensibles⁴.

Cette répression s'opposait à une culture politique et juridique qui valorisait le droit de s'associer pour exprimer des revendications. Cette culture ne fut pas aisément éradiquée, et les autorités furent parfois conduites à accepter des cadres moins rigides de négociation. Cet article vise à montrer comment, même dans ces années de peur, au tournant du XVIII^e et du XIX^e siècle, les tisserands de coton du nord de l'Angleterre – qui dépendaient étroitement de leur travail pour faire vivre leurs familles – ont conservé un attachement indéfectible à un mode d'action qu'ils jugeaient constitutionnel, se heurtant ainsi à des autorités qui en jugeaient autrement⁵. Cette étude propose un éclairage sur les capacités d'action et les croyances populaires. Elle montre également comment des ouvriers, en portant des revendications qu'ils jugeaient légitimes, ont contribué à façonner l'ordre politique. Enfin, elle entend enrichir la compréhension d'une culture politique dans laquelle la «souveraineté du peuple» n'est jamais devenue ni une doctrine officielle, ni même une revendication radicale majeure. Au cours du XIX^e et au début du XX^e siècle, les radicaux britanniques se sont surtout attachés à ce que le Parlement se montre plus attentif aux besoins des classes populaires.

LES MONDES INDUSTRIELS DU COTON

Pour saisir les aspirations des tisserands de coton, il nous faut d'abord présenter le cadre productif et institutionnel ainsi que les évolutions de ce secteur à la fin du XVIII^e siècle. La Grande-Bretagne possédait alors, au regard des normes de l'époque, une économie manufacturière avancée, dominée

4. John V. Orth, *Combination and Conspiracy. A Legal History of Trade Unionism, 1721-1906*, Oxford, Clarendon Press, 1991, chapitre 4. J'ai discuté certains aspects de son interprétation dans 'Regulating Wages in the Eighteenth and Nineteenth Centuries : Arguments in Context 1750-1850', in Perry Gauci (ed.), *Regulating the Economy 1660-1850*, à paraître en 2011.

5. La campagne menée par les tisserands et leurs efforts ultérieurs pour se faire entendre ont été décrits par de nombreux historiens, notamment : John L. et Barbara Hammond, *The Skilled Labourer, 1760-1832*, nouvelle édition révisée, New York, A. M. Kelley, 1967, p. 45-70 (1^{re} édition 1919) ; Duncan Bythell, *The Handloom Weavers*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969, p. 148-152 ; John Bohstedt, *Riots and Community Politics in England and Wales 1790-1810*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1983, p. 131-142 ; Robert Glen, *Urban Workers in the Early Industrial Revolution*, London, Croom Helm, 1984, p. 140-163 ; Katrina Navickas, *Loyalism and Radicalism in Lancashire 1798-1815*, Oxford, Oxford University Press, 2009, p. 179-186. Le récit que je propose ici diffère quelque peu car il met davantage l'accent sur les tisserands comme acteurs politiques.

par l'industrie lainière. La croissance rapide de l'industrie cotonnière accéléra encore le rythme de l'industrialisation britannique. Une série d'inventions augmenta la productivité de la filature et permit la production d'un fil de chaîne de qualité. Cela rendit possible la fabrication d'étoffes tout en coton, au lieu des mélanges coton-lin produits jusqu'alors dans les régions du nord-ouest de l'Angleterre. Ce progrès semblait offrir de riches perspectives. Un siècle plus tôt, les importations asiatiques avaient en effet montré aux fabricants britanniques et européens qu'il existait d'importants débouchés pour les étoffes de coton légères et lavables, soit unies, soit à motifs. Désormais, les industriels britanniques pouvaient espérer exploiter ces marchés⁶.

Le rendement des nouvelles filatures mécaniques était tel que, dans un premier temps, les manufacturiers ne purent utiliser tout le fil produit et une partie importante dut être exportée. Craignant dès lors la concurrence de l'industrie textile continentale, ils cherchèrent à la fin du siècle à faire interdire l'exportation des fils de coton. Même s'ils le firent au nom de l'intérêt public, c'est d'abord les intérêts d'un groupe restreint d'industriels qu'ils défendaient⁷. Dans le même temps, le tissage de coton se développait rapidement. De nouveaux ouvriers se pressaient vers ce secteur, certains quittant leur ancienne activité, d'autres espérant améliorer leurs qualifications. Ce secteur en expansion agissait comme un aimant pour des jeunes⁸ en quête de travail⁹.

Les filatures de coton étaient dispersées dans plus d'une douzaine de comtés. Le tissage était davantage concentré, principalement dans le centre et le sud du Lancashire et dans les districts limitrophes, la région des Pennines à l'ouest du Yorkshire et le nord du Cheshire. La fabrication d'étoffes de coton était coordonnée par des marchands établis dans des centres urbains qui passaient commande aux tisserands, recevaient leurs toiles, les stockaient dans des entrepôts et les vendaient. Les tissus de coton différaient les uns des autres tant par le genre que par la qualité : des centres de tissage établis depuis longtemps, comme Bolton, s'étaient spécialisés dans le tissage « de fantaisie » pour des marchés liés à la mode et donc très mobiles ; les centres plus petits, ainsi que les districts ruraux, produisaient des étoffes plus ordinaires.

6. Stanley D. Chapman, *The Cotton Industry in the Industrial Revolution*, London, Macmillan, 1972 ; Mary B. Rose (ed.), *The Lancashire Cotton Industry. A History since 1700*, Preston, Lancashire County Books, 1996. Pour le marché domestique cf. Beverley Lemire, *Fashion's Favourite. The Cotton Trade and the Consumer in Britain, 1660-1800*, Oxford, Oxford University Press, 1991 ; John Styles, *The Dress of the People. Everyday Fashion in Eighteenth-Century England*, New Haven, Yale University Press, 2007, p. 109-132.

7. Ils assuraient d'ailleurs que les marchands, les entrepreneurs et les ouvriers partageaient des intérêts communs à cet égard. Cf. Robert Glen, *Urban Workers...*, *op. cit.*, p. 150-152.

8. La fin du XVIII^e siècle fut marquée par une hausse de la natalité et les classes d'âge les plus jeunes étaient exceptionnellement nombreuses.

9. Duncan Bythell, *Handloom Weavers...*, *op. cit.*, p. 40-53 ; Geoffrey Timmins, *The Last Shift. The Decline of Handloom Weaving in Nineteenth-Century Lancashire*, Manchester, Manchester University Press, 1993, p. 35-90.

Jusqu'au XVIII^e siècle, les Midlands et le nord de l'Angleterre étaient restés relativement peu urbanisés, pauvres en bourgs royaux¹⁰. La croissance industrielle toucha prioritairement les bourgs seigneuriaux ou les gros villages, tout un éventail d'équipements urbains s'y développa. Manchester, Bury, Bolton, Wigan et Stockport se sont ainsi transformées en importants centres cotonniers, faisant du nord-ouest l'une des zones les plus urbanisées du pays. Une urbanisation similaire affecta l'hinterland de Glasgow, autour du bourg de Paisley¹¹. Mais ces nouvelles régions ne disposaient pas des institutions urbaines traditionnelles – notamment les corporations et structures de guildes – et les principaux districts cotonniers n'étaient pas représentés au Parlement, à l'exception de Preston. Les institutions du comté jouaient donc le premier rôle : les magistrats supervisaient l'administration locale et les députés du comté représentaient la région au parlement¹².

Au contraire de l'ancienne industrie lainière, le secteur du coton n'était pas réglementé par le Parlement. Seule la production des étoffes mélangées était régulée par les taxes instituées par le *Manchester Act* de 1736 et le *Fustian Act*¹³ de 1785. En réaction contre le *Fustian Act*, les fabricants du Lancashire se mobilisèrent d'ailleurs pour convaincre le gouvernement d'y renoncer afin que leur industrie prospère sans entraves¹⁴. Par ailleurs, comme les cours de justice avaient jugé que le Statut des artisans (*Statute of Artificers*, 1558-1563) de l'époque d'Elisabeth ne s'appliquait qu'aux industries déjà pratiquées quand cette loi avait été adoptée, l'industrie cotonnière n'y était pas soumise. Dans les années 1780, quand la fabrication des pièces de coton décolla, les tisserands tentèrent d'imposer que seuls ceux qui avaient fait leur apprentissage puissent pratiquer le métier. Mais ils échouèrent sur ce point et les fabricants répliquèrent vigoureusement. Il aurait été de toute façon difficile de maintenir de telles restrictions alors que tant d'ouvriers voulaient leur part dans le développement du métier¹⁵.

Dans ce contexte, la main-d'œuvre disposait de faibles ressources juridiques pour se faire entendre. Quand les tisserands de coton entraient en conflit avec les marchands-fabricants, leurs moyens d'action demeuraient

10. Les bourgs royaux ont reçu leur chartre directement de la Couronne, ce sont des personnes morales qui peuvent donc acheter et vendre des biens. Par ailleurs, même si les droits et privilèges de ces bourgs royaux peuvent varier, ils possèdent en général davantage de pouvoirs judiciaires et administratifs.

11. Jon Stobart, 'An Eighteenth-Century Revolution? Investigating Urban Growth in North-West England 1664-1801', *Urban History*, n° 23, 1996, p. 26-47; Peter Clark (ed.), *The Cambridge Urban History of Britain, volume 2, 1540-1840*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 111-113.

12. Peter Clark (ed.), *The Cambridge Urban History...*, *op. cit.*, p. 530-538. Stuart Handley a exploré la question de la représentation des intérêts régionaux dans deux articles : 'Local Legislative Initiatives for Economic and Social Development in Lancashire, 1689-1731', *Parliamentary History*, ix, 1990, p. 14-37 et 'Provincial Influence on General Legislation : the Case of Lancashire, 1689-1731', *Parliamentary History*, XVI, 1997, p. 171-184.

13. *Fustian Act* : loi sur la futaine (étoffe de fils de lin et de coton).

14. Frida Knight, *The Strange Case of Thomas Walker. Ten Years in the Life of a Manchester Radical*, London, Lawrence & Wishart, 1957, p. 26-34.

15. Duncan Bythell, *Handloom Weavers...*, *op. cit.*, p. 52.

réduits. Ils pouvaient certes se plaindre auprès des magistrats en s'appuyant sur le pouvoir qu'ils avaient d'ordonner le paiement d'un salaire. Mais le temps ainsi perdu et les droits à acquitter auprès des clercs étaient dissuasifs. En outre, les magistrats manquaient de connaissances techniques et avaient tendance à s'en remettre à des agents commissionnaires¹⁶. Pour exprimer leurs revendications, et influencer sur les pratiques des industriels, les tisserands pouvaient également, malgré leur dispersion, entreprendre une grève. Au début du XIX^e siècle, des grévistes s'assurèrent ainsi la coopération d'autres ouvriers en enlevant les navettes de leurs métiers¹⁷. Mais aucune action de ce type ne pouvait être poursuivie longtemps. La menace et la violence étaient d'autres stratégies possibles. Dans les années 1770 et 1780, diverses communautés, y compris de tisserands, se mobilisèrent contre de nouvelles machines à filer, sans doute parce qu'ils redoutaient leurs effets sur l'organisation familiale du travail. Ils attaquèrent certaines fabriques et réussirent ainsi à ouvrir un dialogue avec les industriels. Mais on les persuada rapidement qu'une hausse de la productivité de la filature créerait davantage de travail pour les tisserands¹⁸. Les protestations du début du XIX^e siècle incluaient aussi des attaques contre des usines¹⁹.

À partir des années 1790, les dirigeants des tisserands privilégièrent de plus en plus une autre stratégie : le recours au Parlement. Par ce biais, ils cherchaient à obtenir l'ascendant sur les fabricants en persuadant le Parlement d'adopter de nouvelles lois qui donneraient des pouvoirs de régulation aux magistrats, ou du moins à des arbitres nommés par les tisserands. En dépit de résultats inégaux, cette stratégie, remporta certains succès²⁰.

Les tisserands du Lancashire portèrent deux types de plaintes devant le Parlement à la fin du XVIII^e siècle. D'abord, ils considéraient que les prix ou les salaires (ils utilisaient les deux termes de façon interchangeable) étaient trop bas. Il s'agissait d'un motif de mécontentement important dans de nombreux métiers à la fin du XVIII^e siècle, alors que le coût de la vie avait tendance à augmenter sans que les salaires ne suivent²¹. Pendant longtemps, les tisserands prirent les rémunérations versées en 1792, une année de forte

16. Cf. le témoignage des tisserands auprès de la Chambre des Communes : *Commons Journal*, LV, p. 485-494.

17. Cf. les travaux mentionnés ci-dessus à la note 5, en particulier : John Bohstedt, *Riots*, *op. cit.*, p. 147-156 ; Duncan Bythell, *Handloom Weavers*, *op. cit.*, p. 177 affirme qu'il est surprenant, compte-tenu des contraintes qui pesaient sur les actions collectives, qu'une grève aussi importante que celle de 1808 ait pu éclater.

18. Arthur Rose, 'Early Cotton Riots in Lancashire, 1769-79', *Transactions of the Lancashire and Cheshire Antiquarian Society*, LXXIII-IV, 1963-1964, p. 60-100.

19. Duncan Bythell, *Handloom Weavers...*, *op. cit.*, p. 189-204.

20. Les principales sources utilisées ici sont les lettres échangées entre les magistrats locaux et le *Home Office* (ministère de l'Intérieur) conservées aux TNA (Archives nationales du Royaume-Uni), HO 2/45-50, 43/10-11 ; PC 1/42/140, 1/43/152, 1/44/155, 1/44/161, 1/45/164, ainsi que les témoignages présentés devant les commissions restreintes (*Select Committees*) du Parlement : *Commons Journal*, LV, p. 485-494 et *Parliamentary Papers*, 1802-1803, VIII, p. 889-999.

21. Pour un aperçu général de l'évolution des conditions de travail et des réponses qui y sont apportées : C. R. Dobson, *Masters and Journeymen. A Prehistory of Industrial Relations 1717-1800*, London,

expansion, comme point de référence. Mais par la suite, les salaires chutèrent dans la plupart des métiers. Les tisserands soutenaient que dans d'autres secteurs une reprise avait suivi, sans qu'ils en profitent ; pourtant, les étoffes de coton se vendaient si bon marché que les consommateurs pouvaient payer un peu plus. Le problème venait de ce que même les « bons » maîtres, ceux qui étaient prêts à verser une paye décente, étaient contraints de s'aligner sur ceux qui vendaient à très bas prix. La solution, suggéraient-ils, aurait été que les magistrats puissent établir des listes de prix qui s'imposeraient à l'ensemble de la profession. Des textes plus anciens, comme le Statut des artisans, avaient d'ailleurs rendu licite la fixation des prix et, au cours du XVIII^e siècle, le Parlement avait autorisé les magistrats à fixer les salaires dans certains métiers, afin de résoudre les conflits du travail. Récemment encore, en 1773, il avait autorisé les magistrats de Londres à fixer les salaires des ouvriers de la soie. Les tisserands de coton demandaient une loi similaire²².

Ils exigeaient également la mise en place de mécanismes plus efficaces pour régler les conflits du travail et limiter le pouvoir arbitraire des fabricants. Ceux-ci, affirmaient en effet les tisserands, les mettaient souvent à l'amende pour des défauts dans leurs toiles. Mais ces amendes n'étaient pas toujours justes – le problème pouvait, par exemple, provenir de la qualité du fil fourni – et les tisserands ne disposaient d'aucun droit de recours. Ils accusaient aussi les fabricants de refuser parfois de payer le prix convenu, au motif que la demande pour le produit avait chuté après que le travail eut été commandé. Là encore, les tisserands n'avaient pas de recours efficace.

SOCIABILITÉ, CULTURE POLITIQUE ET PÉTITIONNEMENT

Cette organisation du métier et ses modes de régulation sociale s'inscrivaient dans une culture politique singulière, qui donne tout son sens à la campagne menée par les tisserands. Les traditions d'autonomie politique étaient si prégnantes au sein des communautés locales que l'expérience de la participation à la vie publique était largement partagée. Pour autant, les responsabilités occupées dans les villes, les paroisses et les églises étaient dominées par une élite sociale réduite à environ 10 % des chefs de famille : membres de professions libérales, marchands et fabricants, petits entrepreneurs, boutiquiers ou, dans les districts ruraux, fermiers²³. Les tisserands

Croom Helm, 1980 et John Rule, *The Experience of Labour in Eighteenth-Century Industry*, London, Croom Helm, 1981.

22. TNA, PC 1/44/155, liasse incluant les papiers envoyés par Bancroft, 29 avril 1799 ; et *Commons Journal*, LV, p. 485-494. Pour une présentation de la hausse des taux de faillite dans l'industrie du coton, associé à un accroissement de la concurrence : Julian Hoppit, *Risk and Failure in English Business 1700-1800*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, p. 80-85.

23. Il existe peu d'études empiriques détaillées, cf. néanmoins Henry French, *The Middle Sort of People in Provincial England, 1600-1750*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 119-120. Il montre

cotonniers occupant une strate sociale inférieure, leur aspiration ou leur capacité à l'exercice d'un pouvoir ne manquait pas de surprendre ceux qui les dominaient socialement.

Les tisserands étaient de qualification, d'âge et de sexe variables. Parmi eux, de jeunes ouvriers talentueux pouvaient aspirer à une réelle ascension sociale, en particulier s'ils avaient accès à des ressources familiales. Ils pouvaient devenir agents auprès de fabricants, voire s'installer comme fabricants eux-mêmes. Au cours de la campagne des tisserands, les positions de premier plan semblent avoir été occupées par des hommes – y compris de jeunes hommes – issus des villes les plus importantes, en particulier, dans un premier temps, de Bolton – un centre de tissage de futaine et de textiles de fantaisie, situé à 18 km au nord de Manchester²⁴. Il s'agissait probablement de tisserands très qualifiés, travaillant de fait comme entrepreneurs, capables d'acquérir leur propre matériel pour réaliser des commandes complexes. Ils disposaient, à des degrés divers, de compétences culturelles lettrées, lisaient et citaient des journaux, imprimaient des brochures et rédigeaient des instructions destinées à diffuser leur modèle d'organisation. Si tous ne disposaient pas d'une expérience institutionnelle antérieure, certains avaient au moins participé à des assemblées paroissiales ou municipales ou à des réunions de méthodistes, et maîtrisaient ainsi le fonctionnement de ces organisations. En ville, la plupart étaient sans doute membres de sociétés de secours mutuel²⁵. Ces sociétés, conjuguant épargne et sociabilité, se réunissaient souvent dans des pubs²⁶. Les clubs de boisson et la sociabilité plus souple des tavernes contribuaient aussi à la construction de réseaux communautaires et d'espaces publics de discussion. Il ne fait pas de doute que des liens et hiérarchies informels se forgeaient également au sein des quartiers, en particulier quand l'activité professionnelle et le lieu d'habitation se recoupaient. Or, la plupart des tisserands travaillaient à domicile. Les épouses, les veuves, les enfants pratiquaient aussi le métier. Aussi, au cours de leurs campagnes pétitionnaires,

qu'un tiers des contribuables a servi comme *parish officer*, mais que seule une minorité des ménages était habituellement contribuable.

24. Pour Bolton, cf. John Aikin, *A Description of the Country from Thirty to Forty Miles Around Manchester*, London, 1793, p. 260-265. Bolton était également un centre de filature mécanique (cf. James H. Longworth, *The Cotton Mills of Bolton 1780-1985. A Historical Directory*, Bolton, Bolton Museum and Art Gallery, 1986) et de blanchiment des tissus (cf. S. H. Higgins, 'The Evolution of Bleaching. II-The English Development', *Journal of the Textile Institute Transactions*, 1923, p. 277-282). Néanmoins, on estime qu'en 1804, il y avait 5 000 tisserands pour une population totale d'environ 12 000 habitants : *Parliamentary Papers*, 1802-1803, VIII, p. 976. Malcolm Hardman, *Classic Soil. Community, Aspiration and Debate in the Bolton Region of Lancashire 1819-45*, Madison (N.J.), Fairleigh Dickinson University Press, 2003 comprend également des éléments sur cette période.

25. En 1803, on rapportait qu'à Bolton, près de 4 500 des 17 500 habitants appartenaient à l'une des 31 sociétés de secours mutuel (*friendly societies*), soit probablement la plupart des hommes adultes et un certain nombre de femmes. *Parliamentary Papers*, 1803-1804, XIII, p. 244-245 : *Abstract of the Answers and Returns... to... an Act for Procuring Returns Relative to the Expense and Maintenance of the Poor in England*.

26. En 1790, un annuaire précisait que Bolton comptait 56 auberges. Cf. *The Universal British Directory of Trade, Commerce and Manufacture*, London, 1793-1798, 5 volumes, volume 2, p. 327-334.

les tisserands arpentaient-ils les rues des districts de tissage, et recueillaient-ils les signatures des hommes, des femmes et des enfants²⁷.

Les premières sources relatives à leur campagne montrent que les tisserands de Bolton étaient déjà dotés d'une organisation pyramidale, divisée en clubs, comités de districts, et comité central pour l'ensemble de la ville²⁸. Les autorités s'inquiétaient de l'allure « jacobine » d'une telle organisation, qui n'était pas sans rappeler la structure des « sociétés de correspondance » radicales²⁹. Nous ne pouvons exclure une telle influence, à moins qu'elle ne résulte d'autres traditions de sociabilité ouvrière. La pratique de coordination des clubs ouvriers par des assemblées de délégués est ainsi attestée, pour d'autres métiers, avant la fin du XVIII^e siècle³⁰. De telles structures avaient peut-être déjà existé à Bolton³¹. Les sociétés de secours mutuel, qui avaient une tradition de concertation, ont également pu constituer un modèle³². En tout état de cause, la pratique consistant à diviser les zones urbaines en « districts » et à en coordonner l'action à partir d'une sorte de comité central commença à se diffuser à la toute fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle. Les sociétés philanthropiques dites des « Amis des étrangers », encouragées principalement par les méthodistes, semblent avoir été les premières à s'organiser de cette façon. En 1785, une telle société fut fondée à Manchester³³. À la fin des années 1780, les Églises dissidentes – notamment celles de Bolton³⁴ – nommèrent des délégués pour les représenter dans des assemblées régiona-

27. *Parliamentary Papers*, 1802-1803, VIII, p. 976.

28. La ville était divisée en sept districts, chaque district comptant sept clubs de tisserands. Chaque club envoyait trois membres à un comité de district de 21 membres, lesquels déléguaient trois membres à un « comité central » pour la ville.

29. TNA, PC 1/44/155, liasse incluant les papiers envoyés par Bancroft, 29 avril 1799. Il affirme que l'association avait un « aspect jacobin » ; HO 43/11, f° 222 (8 août 1799). Ce document mentionne également l'envoi de « délégués » par les tisserands, mais il n'est pas sur que ce soit le terme utilisé par les tisserands eux-mêmes. Les premières organisations de travailleurs avaient recours à des « représentants », cf. *Old Bailey Proceedings*, 'King ag. William Milbourn and Others for Conspiracy', 4 juillet 1798 (t17650417-62) [www.oldbaileyonline.org]. Par la suite, le terme de « délégué » devient bel et bien la norme dans les usages syndicaux.

30. Alfred P. Wadsworth and Julia De Lacy Mann, *The Cotton Trade and Industrial Lancashire 1600-1870*, Manchester, Manchester University Press, 1931, p. 361-75. Ils décrivent des organisations antérieures de travailleurs dans la région cotonnière du Lancashire.

31. Cependant, les tisserands de Bolton ne considéraient pas qu'elles existaient ailleurs ; ils engageaient leurs collègues d'autres districts à suivre leur exemple, afin que les différents comités régionaux puissent à leur tour envoyer des délégués à un comité supra-régional.

32. Simon Cordery, *British Friendly Societies, 1750-1914*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2003. Concernant les habitudes de coopérations, cf. United Benefit Societies, *The Case of Those Worthy and Benevolent Institutions, Called Friendly Societies, Clearly Stated*, London, 1792.

33. Gordon B. Hindle, *Provision for the Relief of the Poor in Manchester 1754-1826*, Manchester, Cheetham Society, 1975, p. 78-89. La division de Manchester en quatorze districts est évoquée p. 84. Cette ville comptait des églises anglicane, méthodiste, indépendante, unitarienne et quaker.

34. Pour les lieux de culte, cf. *Universal British Directory*, volume 2, p. 328. John Aikin, *A Description...*, op. cit., p. 262 indique qu'en 1794, quelque 1 000 enfants fréquentaient les écoles du dimanche des méthodistes. G. M. Ditchfield, 'The Campaign in Lancashire and Cheshire for the Repeal of the Test and Corporation Acts, 1787-1790', *Transactions of the Historical Society of Lancashire and Cheshire*, n° 126, 1977, p. 109-138, en particulier p. 118-119, 125 et 127 pour Bolton.

les destinées à adresser au Parlement une pétition pour l'abrogation des *Test and Corporation Acts*³⁵.

La pratique des pétitions adressées au Parlement s'inscrit dans une histoire longue et complexe. Au cours du XVII^e siècle, les pétitions avaient parfois exprimé des doléances « publiques » concernant l'Église ou l'État. À la fin de ce siècle, la législation avait réservé une telle pratique à Londres et aux comtés, ce qui en limita fortement l'expression jusqu'aux années 1760³⁶. En revanche, les pétitions pouvaient servir à proposer des lois d'intérêt privé ou local, et cet usage des pétitions se banalisa au cours du XVIII^e siècle³⁷. À partir des années 1760, le pétitionnement au Roi ou au Parlement sur des affaires publiques s'intensifia. Il se manifesta à grande échelle, comme mode de mobilisation de masse, sur des questions diverses : dans le cadre des campagnes contre la traite, ou de la campagne des dissidents religieux contre les *Test and Corporation Acts*.

Nous ignorons si des individus aussi humbles que des tisserands de coton ont participé massivement à ces campagnes de pétitionnement³⁸. Mais il semble bien qu'ils aient été incités par les fabricants à signer des pétitions relatives à leur métier, notamment lors de la campagne de 1785 contre la taxe sur les futaines. Dans cette pétition, les fabricants de Manchester et de Bolton assuraient que quelque 19 000 personnes dépendaient de l'industrie du coton pour leur existence. Or cette pétition semble avoir recueilli 18 000 signatures³⁹, ce qui incite à penser que les fabricants ont obtenu une large adhésion de leur main d'œuvre⁴⁰. De nouveau, à la fin du siècle, des fabricants cherchèrent à obtenir le soutien des tisserands à leur pétition contre les exportations de fil de coton⁴¹. En bref, il semble bien que les fabricants aient participé à l'acculturation politique des ouvriers.

35. Lois de la fin du XVII^e siècle qui limitaient les droits civiques des dissidents religieux.

36. Joanna Innes, 'Legislation and Public Participation : Aspects of a Changing Relationship 1760-1830', in David Lemmings (ed.), *The British and their Laws*, Woodbridge, Boydell Press, 2005, p. 112-121.

37. Cf. note 10.

38. Les « habitants de la ville industrielle et du voisinage » de Bolton ont envoyé leur pétition à la Chambre des Communes en 1788, aux côtés d'une autre pétition qui a reçu un soutien particulièrement actif à Manchester : *Commons Journal*, XLIII, p. 220. Dans la plupart des cas, nous ne savons pas qui a signé, ni même combien de signatures ont été récoltées. J. R. Oldfield (*Popular Politics and British Anti-Slavery. The Mobilisation of Public Opinion Against the Slave Trade 1787-1807*, Manchester, Manchester University Press, 1995, p. 114) suggère toutefois une proportion anormalement élevée de 50 % des hommes adultes ayant signé la pétition de Manchester, contre une moyenne nationale de 13 %.

39. D'après une seconde pétition de soutien (la pétition d'origine ayant disparu).

40. *Commons Journal*, XL, p. 649-650 ; Frida Knight, *The Strange Case...*, *op. cit.*, p. 27-28 ; John Aikin, *A Description...*, *op. cit.*, p. 263-264 ; S. H. Higgins, 'The Evolution of Bleaching...', *loc. cit.*, p. 280-281 décrit les célébrations locales durant lesquelles les ouvriers marchaient avec des drapeaux. Il ressort clairement des *Parliamentary Register*, (London, 1797-1802, 12 volumes, XVIII, p. 90-106) que la question a été vigoureusement discutée localement et a suscité une émotion considérable.

41. Le type de « soutien » escompté n'est pas précisé dans les comptes rendus qui nous sont parvenus, mais étant donné la campagne antérieure, il est probable qu'ils aient demandé une fois de plus aux tisserands d'ajouter leurs noms à un appel au Parlement. Cf. William Radcliffe, *Origin of the New System of Manufacture, Commonly Called Power Weaving*, Stockport, 1828, p. 76-77 et 170-174.

Quand les tisserands entreprirent d'organiser leur propre campagne, ils eurent recours à l'expertise juridique d'hommes de loi. En 1790, il y avait neuf avocats (*attorneys*) à Bolton et quatre-vingt-huit à Manchester⁴². Si, pour leurs affaires privées, les tisserands ne pouvaient avoir recours à eux – en raison de droits prohibitifs – il est fort possible, en revanche, qu'ils l'aient fait à titre collectif, notamment dans le cadre des sociétés mutuelles⁴³.

Qu'elle ait eu ou non une expérience antérieure d'expertise juridique, l'association des tisserands, désormais régionale, eut recours en 1800 à un homme de loi, et à travers lui, à un jeune avocat, en la personne de Thomas Gurney. Juristes et avocats, on le sait, initiaient couramment leurs clients aux procédures nécessaires à l'envoi d'une pétition au Parlement. Or, au cours des années précédentes, Gurney s'était fait un nom à Londres comme avocat des droits civiques : il avait défendu les accusés radicaux lors des procès pour trahison de 1794. En 1798, il se chargea également de la défense d'insurgés irlandais accusés de trahison. Le fait qu'il donna à ses fils les noms de héros radicaux du XVII^e siècle (John Hampden et William Russell) laisse supposer qu'à travers ces causes, il agissait en accord avec ses sympathies privées⁴⁴. Gurney avait en outre une solide expérience du droit du travail, ayant plaidé devant les cours de Londres et du Middlesex dans différents conflits, tantôt pour des employeurs, tantôt pour des ouvriers⁴⁵. En 1799, il plaida au nom des ouvriers, devant la Chambre des Lords, contre la loi sur les syndicats, lors de la troisième et dernière lecture du texte⁴⁶. Quand les tisserands du nord mobilisèrent Gurney, ils semblent donc avoir recruté non seulement un expert, mais aussi un sympathisant de leur cause.

AFFIRMER LES DROITS CONSTITUTIONNELS

Déterminés et confiants, les tisserands du nord de l'Angleterre étaient résolus à agir en usant strictement de moyens légaux. En dépit des efforts déployés par les autorités pour les en dissuader, ils défendirent avec conviction les pratiques qui, à leurs yeux, relevaient de cette catégorie.

42. *Universal British Directory*, volume 2, p. 327-334 et 788-789.

43. Un rapport de Manchester, en 1800, évoque un coupeur de futaine illettré, accusé d'avoir apporté à un imprimeur des inscriptions destinées à une affiche hostile à la nouvelle loi sur les syndicats (*Combination Act*), rédigées par des délégués ouvriers, l'imprimeur lui ayant dit sa crainte qu'une telle affiche ne fût séditieuse, le coupeur de futaine proposa de recourir à un conseil juridique. TNA, PC 1/45/164, f° 128-129.

44. Sur Gurney : TNA, HO 42/50, f° 39 (8 mai 1800) ; J. A. Hamilton, 'Gurney, Sir John (1768-1845)', notice revue par Catherine Pease-Watkin, *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford, Oxford University Press, 2004 [<http://www.oxforddnb.com/view/article/11767>].

45. *The Times*, 14 et 28 janvier 1801, 2 et 3 novembre 1804 ; *Old Bailey Proceedings*, 'King ag. Edward Atkinson and Others for Conspiracy', 4 juillet 1798 (t17980704-61) [www.oldbaileyonline.org], et des cas similaires en 1809 et 1810.

46. *Parliamentary Register*, IX, p. 562 (Lords, 9 juillet 1799).

Dès le début de leur campagne, ils inscrivirent leur action dans le cadre constitutionnel et soulignèrent leur volonté de ne pas négliger les intérêts de leurs maîtres. Sur l'une de leurs affiches, ainsi que dans une brochure, ils reproduisirent une déclaration du *Lord Chief Justice*⁴⁷, prononcée lors du jugement d'ouvriers cordonniers londoniens, reconnus coupables de s'être associés au sein d'un syndicat illégal. À cette occasion, le *Lord Chief Justice* assura qu'il était déterminé à faire respecter la loi de façon équilibrée et il précisa que si, à l'avenir, des ouvriers portaient jusqu'à lui des plaintes justifiées contre leurs maîtres, alors « leurs réclamations ne seraient pas vaines ». Les tisserands assurèrent à leur tour qu'ils entendaient agir dans l'esprit de ces promesses et que les employeurs honnêtes partageaient avec eux le même intérêt à s'opposer aux maîtres qui baissaient les prix ou à ceux qui encourageaient les fileurs à les approvisionner en fils obtenus frauduleusement. Les industriels avaient d'ailleurs récemment mené une campagne contre la fraude et le vol des déchets (*embezzlement*). Les tisserands affirmèrent aussi que leur intention première était de vérifier auprès des magistrats si la législation en vigueur pouvait répondre à leurs doléances. Dans le cas où elle s'avèrerait insuffisante, alors ils se décideraient à porter leurs réclamations devant le Parlement⁴⁸.

Le principal magistrat local, Thomas Bancroft, était aussi le pasteur de la paroisse de Bolton. Il partageait les inquiétudes des autorités au sujet du potentiel séditieux associé à toute forme d'organisation populaire⁴⁹. Suivant l'usage habituel dans ces circonstances, Bancroft demanda aux patrons de pub – dont la licence dépendait du bon vouloir des magistrats – de refuser d'accueillir les clubs de tisserands dans leurs établissements. À sa surprise, les représentants des tisserands lui demandèrent d'annuler cette injonction, protestant du caractère parfaitement légal de leurs intentions. Le magistrat rapporta au *Home Office* avoir répondu aux tisserands qu'il était prêt à revenir sur sa décision si ces derniers s'engageaient à lui fournir la liste des membres de leur comité. Ce qu'ils firent, à nouveau à son grand étonnement. Comme il ne connaissait pas les hommes en question, il ne disposait d'aucun moyen pour juger de leurs intentions, hormis leurs propres protestations. Au moins, il ne s'agissait pas des bons à rien déjà identifiés comme tels. Cependant, Bancroft s'inquiétait des efforts entrepris par les tisserands pour bâtir un vaste réseau. Quelles qu'étaient les intentions des dirigeants en place, il redoutait que cette organisation régionale d'ouvriers issus du rang ne tombât un jour entre de mauvaises mains, devenant ainsi le foyer potentiel de troubles sociaux. Il proposa d'organiser une réunion avec les fabricants de la ville,

47. Le *Lord Chief Justice of the Court of King's Bench*, qui était à la fois le principal tribunal criminel et l'une des principales cours de justice civile, occupait le deuxième rang dans la hiérarchie des tribunaux anglais, après le *Lord Chancellor* (ministre de la Justice).

48. TNA, PC 1/44/155, liasse incluant les papiers envoyés par Bancroft, 29 avril 1799. Les remarques du *Chief Justice* ont été reproduites par exemple dans *The Star*, 20 février 1799.

49. Pour Bancroft, cf. Malcolm Hardman, *Classic Soil...*, op. cit., p. 47-51.

pour voir si un compromis acceptable pouvait être trouvé. Les tisserands lui répondirent que les problèmes concernaient l'ensemble du secteur industriel et ne pouvaient donc pas être réglés à l'échelle locale. Ils étaient d'ailleurs déjà parvenus à la conclusion qu'il fallait en appeler au Parlement. Dans cette perspective, ils œuvrèrent pour étendre leur organisation et recueillir des contributions d'un penny par semaine auprès d'un réseau élargi de tisserands, afin de constituer une caisse de lutte de 500 livres sterling, somme dont ils estimaient avoir besoin pour financer leur recours devant le Parlement⁵⁰.

Au même moment, au printemps 1799, les ministres étaient très préoccupés par les agissements des sociétés séditeuses. Ils pensaient que des sociétés d'«Anglais Unis», organisés sur le modèle de la «Société des Irlandais Unis», allaient bientôt tenter un soulèvement, dont l'épicentre se trouverait à Manchester⁵¹. En outre, la reprise économique de la fin des années 1790 avait apporté avec elle un regain de l'activité gréviste. Face à de tels défis, le Premier ministre jugea qu'il était grand temps de renforcer les pouvoirs des autorités. Des projets de lois draconiens furent présentés au Parlement, qui ciblaient à la fois les clubs jugés séditeux et les syndicats ouvriers⁵². Le fait que les rapports de certains magistrats locaux sur les activités des tisserands aient été conservés non dans les archives du *Home Office* mais dans celles du Conseil privé du Roi (*Privy Council*), aux côtés d'autres documents décrivant les activités des radicaux anglais et irlandais, renforce l'hypothèse selon laquelle les ministres étaient particulièrement préoccupés par les agissements des tisserands de coton⁵³.

Les projets de lois contre les réunions séditeuses et contre les syndicats furent assez aisément adoptés par le Parlement – malgré les protestations de l'opposition – au cours de la session de 1799, et le *Home Office* envoya des copies de ces lois aux magistrats du Lancashire⁵⁴. Pour leur part, les tisserands furent sans doute informés de leur adoption par voie de presse. Il semble qu'ils aient un moment envisagé de se rassembler au sein d'une organisation plus modeste qui n'aurait pas été passible de poursuites⁵⁵. Mais dès l'automne, ils étaient à nouveau déterminés à agir en leur nom. Il est possible que certains d'entre eux aient d'ailleurs pris part à la campagne nationale pour l'abrogation ou la révision du *Combination Act*, qui se déroulait au même moment, et dont Manchester fut certainement l'un des principaux foyers⁵⁶. Comme nous l'avons mentionné plus haut, Gurney plaida devant la

50. TNA, PC 1/44/155, deux liasses incluent des lettres de Bancroft, avril 1799.

51. *Report of the Committee of Secrecy of the House of Commons*, London, 1799, p. 26-28; Albert Goodwin, *The Friends of Liberty. The English Democratic Movement in the Age of the French Revolution*, London, Hutchinson, 1979, p. 430-493; Roger Wells, *Insurrection...*, *op. cit.*

52. 39 Geo. III c. 79 : *Act for the More Effectual Suppression of Societies Established for Seditious and Treasonable Purposes*; 39 Geo. III c. 81 : *Act to Prevent Unlawful Combinations of Workmen*.

53. Cf. note 18.

54. TNA, HO 43/11, f° 216 (2 août 1799).

55. TNA, PC 1/44/161 (26 août 1799).

56. Cela apparaît dans *Commons Journal*, LV, 13 juin-29 juillet 1800, cf. l'entrée 'Workmen' dans

chambre des Lords la cause d'« ouvriers »⁵⁷ contre le *Combination Act*. Détail intéressant, il apparaît que les tisserands de coton se sont attachés les services de l'avocat peu après cet épisode⁵⁸.

Dans un imprimé rédigé par leurs soins, les tisserands soutenaient que leur campagne était tout à fait légale et n'enfreignait pas la nouvelle législation. Ils poursuivaient un objectif strictement privé, en respect des formes et des pratiques constitutionnelles et à distance de toute « furie démocratique sauvage »⁵⁹. Si les magistrats des districts cotonniers continuèrent de suivre l'action des tisserands avec une certaine anxiété (l'un d'eux, à Wigan, envoya un informateur dans les clubs de la ville afin qu'il lui rapporte ce qui s'y passait⁶⁰), les juristes du gouvernement indiquèrent aux ministres que les ouvriers étaient probablement restés dans le cadre défini par la loi et qu'il serait donc bien hasardeux d'entamer des poursuites à leur encontre⁶¹.

La campagne atteignit son apogée quand la pétition des tisserands fut présentée à la chambre des Communes⁶². Dans les affaires « privées » de cette nature, l'initiative revenait toujours aux pétitionnaires, qui commençaient par transmettre leurs doléances à la Chambre basse. Une commission parlementaire était alors constituée, sous l'autorité d'un député issu de la circonscription des requérants, afin de s'assurer que les pétitionnaires étaient bien en capacité de produire les témoignages nécessaires au soutien de leurs revendications. Vérification faite, la pétition pouvait être examinée par l'assemblée⁶³. Dans le cas des tisserands de coton, le compte rendu des délibérations de la commission est sommaire, mais il est probable que Gurney, leur avocat, ait encouragé les délégués à préparer à l'avance une série de témoignages visant à étayer leurs demandes au sujet des bas salaires et de la révision des procédures de résolution des conflits⁶⁴. Une fois la commission convaincue, son président adressait généralement à la chambre des Communes une proposition de loi qui avait au préalable été rédigée par les pétitionnaires eux-mêmes. Le texte pouvait ensuite être modifié ou rejeté au cours des étapes de la procédure

l'index, pour Manchester p. 648 ; cf. aussi TNA, HO 43/11, f° 224 (6 août 1799) et f° 284 (11 novembre 1799) ; TNA, PC 1/45/164, f° 114-133 et 161. Certains documents utiles ont été publiés dans A. Aspinall, *Early English...*, *op. cit.*, p. 28-32.

57. *Journeymen* : ouvriers ayant fait leur apprentissage.

58. Cf. note 38.

59. TNA, HO 42/47, f° 1 (27 mai 1799). Leur texte a été réimprimé par William Radcliffe, *Origin of the New System...*, *op. cit.*, p. 73-76 et plus récemment par A. Aspinall, *The Early English Trade Unions. Documents from the Home Office Papers in the Public Record Office*, London, Batchworth Press, 1949, p. 21-24.

60. TNA, HO 42/47, f° 1 et 353 (28 avril et 27 mai 1799).

61. TNA, HO 43/11, f° 222 (8 août 1799), également imprimé dans A. Aspinall, *Early English...*, *op. cit.*, p. 26-27, et f° 305 (25 novembre 1799).

62. *Commons Journal*, LV, p. 262 (5 mars. 1800).

63. Orlo Cyprian Williams, *The Historical Development of Private Bill Procedure*, London, H.M.S.O., 1948, 2 volumes, volume 1, p. 28-35. Cf. aussi *Commons Journal*, LV, p. 377.

64. *Commons Journal*, LV, p. 485-494 pour un compte-rendu (sans doute abrégé) de cette procédure ; à comparer avec le récit plus développé fourni dans un format différent quelques années plus tard : *Parliamentary Papers*, 1802-1803, VIII, p. 889-999.

parlementaire, le plus souvent à l'initiative de groupes extra-parlementaires hostiles qui, à ce stade, avaient la possibilité de préparer une contre-pétition et de venir exprimer leur opinion au Parlement, en personne ou par l'intermédiaire d'un avocat. Toutefois, ce type de proposition de loi avait une assez forte probabilité d'être finalement adopté⁶⁵.

L'initiative des tisserands fut à la fois favorisée et entravée par l'intérêt que le Premier ministre en personne y a porté. William Pitt avait étudié avec soin la question de la réglementation des salaires dès le milieu des années 1790, quand un député de l'opposition avait proposé d'encourager les magistrats à fixer les salaires des ouvriers agricoles. Il en avait conclu que l'intervention de l'État dans les lois du marché était contre-productive⁶⁶. Dans le cas des tisserands, il agit dans la continuité et déclara aux pétitionnaires qu'il ne soutiendrait pas ce volet de leurs revendications. Il ajouta qu'il était en revanche tout disposé à les aider à obtenir un système d'arbitrage plus juste. Sur ce point, le projet formulé par les tisserands était le suivant : si un employeur ou un ouvrier ne réussissait pas à résoudre un désaccord de manière satisfaisante, alors il devait avoir la possibilité d'engager une procédure. En première instance, deux arbitres, l'un choisi par le tisserand, l'autre par le maître, tenteraient de trouver un accord acceptable par les deux parties. En cas d'échec, le contentieux serait alors renvoyé devant un magistrat, dont la décision devait respecter un certain nombre de critères négociés et définis en amont. Pitt demanda aux représentants des tisserands d'informer leur base de son intention de soutenir seulement cet aspect de leur proposition de loi, et de voir ce qu'ils en pensaient. Apparemment, ils furent satisfaits de ce compromis⁶⁷.

Sur le plan de la procédure, l'épisode fut un réel succès pour les tisserands. Malgré les pressions officielles pour les décourager, ils avaient persévéré jusqu'à obtenir la présence du Premier ministre à la table des négociations. Et, de surcroît, celui-ci les avait implicitement reconnus comme des partenaires légitimes.

Du point de vue des résultats concrets, le bilan est plus mitigé. Les tisserands n'obtinrent pas la législation réglementant les salaires à laquelle ils aspiraient. Et lorsqu'ils firent une nouvelle tentative en ce sens, quelques années

65. Julian Hoppit et Joanna Innes, 'Introduction', in Julian Hoppit (ed.), *Failed Legislation, 1660-1800. Extracted from the Commons and Lords Journals*, London, Hambledon Press, 1997, p. 6-8.

66. [William Woodfall,] *An Impartial Report of the Debates... 1796*, London, 1796, 4 volumes, volume 3, p. 29-30.

67. Témoignage de Richard Needham dans *Parliamentary Papers*, 1824, V, p. 544 : 'Select Committee on the State of the Law in the UK Respecting... Combinations of Workmen to Raise Wages : Report, Minutes of Evidence', et *Parliamentary Papers*, 1834, X, p. 421 : 'Select Committee on Petitions of Handloom Weavers : Report, Minutes of Evidence'. Il s'agit de récits tardifs, mais néanmoins crédibles compte tenu de l'attention soutenue portée à cette question par le Secrétaire au trésor de Pitt, George Rose. En outre, il y eut un long intervalle entre l'audience du comité et la présentation du projet de loi, ce qui a permis à la délégation de rentrer chez elle et de lancer des consultations. Le projet de loi a été adopté : 39-40 Geo. III c. 90, 'An Act for Settling Disputes That May Arise Between Masters and Workmen in the Cotton Manufacture in That Part of Great Britain Called England'.

plus tard, ils échouèrent à nouveau⁶⁸. Au regard de la tendance à la baisse des salaires réels, confirmée au cours des années qui ont suivi, il s'agit pour eux de lourdes défaites. Comme l'ont suggéré certains contemporains hostiles à la réforme, si les tisserands avaient obtenu gain de cause, et si le niveau des salaires avait été maintenu, cela aurait sans doute eu pour conséquence de déplacer les coûts. La demande s'en serait trouvée réduite et le basculement vers la mécanisation du tissage aurait peut-être été plus rapide et plus complet. Ce scénario aurait vraisemblablement conduit à une baisse des effectifs, avec en contrepartie des salaires plus élevés pour les ouvriers maintenus à leur poste. Il est bien difficile de savoir si une telle mesure aurait, en définitive, contribué à améliorer ou à dégrader la condition du plus grand nombre.

Au registre des satisfactions, les pétitionnaires obtinrent la mise en place d'un système d'arbitrage qui répondait à leurs attentes. À Bolton, il fut largement appliqué. Les dirigeants des tisserands, ainsi, sans doute, que les milliers d'ouvriers qui contribuaient toujours à la caisse de lutte, le jugèrent suffisamment valable pour demander au Parlement de l'améliorer encore, quelques années plus tard. Certains magistrats locaux, jadis soupçonneux, furent même convaincus de l'utilité du nouveau système⁶⁹, et Pitt en vint à le considérer comme exemplaire des concessions que l'État – dont l'objectif était de parvenir à moderniser les relations du travail – était prêt à accorder aux ouvriers. En 1800, quand le gouvernement et l'opposition s'accordèrent pour réviser le *Combination Act*, ils adoptèrent un ensemble de clauses d'arbitrage inspirées par la loi relative aux tisserands de coton. Au cours de la procédure, le procureur général (*Attorney General*) exprima son inquiétude quant à l'étendue des pouvoirs que ces articles allaient placer entre les mains des ouvriers. Pitt lui répondit en ne modifiant qu'une expression : le principe de donner aux ouvriers voix au chapitre dans les arbitrages avec les maîtres était préféré⁷⁰.

*

Les gains concrets des tisserands étaient limités. Bien qu'ils aient mené une lutte importante en partie victorieuse, leur position s'affaiblit au cours des décennies qui suivirent. Il y eut certes des regains de prospérité, mais l'année 1792 resta longtemps dans leur mémoire collective comme un âge d'or révolu⁷¹.

68. Pour une vue d'ensemble, cf. Duncan Bythell, *Handloom Weavers...*, *op. cit.*, p. 150-151 ; Robert Glen, *Urban Workers...*, *op. cit.*, p. 148-150.

69. *Parliamentary Papers*, 1802-1803, VIII, p. 889-999.

70. *Parliamentary Register*, IX, p. 459. Pour la loi révisée : 39-40 Geo. III c. 106, *An Act to Repeal an Act... to Prevent Unlawful Combinations of Workmen; and to Substitute Other Provisions in Lieu Thereof*.

71. *Parliamentary Papers*, 1824, V, p. 392.

Cette campagne façonna cependant certains traits durables de leur culture politique. Quoique leur organisation fût aux franges de la légalité, même après la révision des *Combinations Acts*, elle se maintint néanmoins, voire se développa. En 1802, elle s'est étendue à la région de Paisley en Écosse ; en 1812, au Cumberland, une région située entre le Lancashire et l'Écosse⁷². Les délégués des tisserands continuèrent à correspondre avec les ministres et les responsables nationaux et à les rencontrer, et firent de nombreuses autres apparitions devant les commissions parlementaires⁷³. Quoique défiants envers le gouvernement et le Parlement, ils continuèrent à les percevoir comme des alliés potentiels – ce qui n'était pas infondé, car des députés éprouvaient une réelle sympathie pour leur cause. Certains tisserands, sans aucun doute, en vinrent à croire qu'un gouvernement plus représentatif répondrait mieux à leurs besoins⁷⁴. La réforme électorale limitée de 1832 loin de renforcer leur position fit progresser l'idée selon laquelle le marché régulait mieux les relations économiques. Néanmoins, ils continuèrent à s'insérer dans un dispositif institutionnel qui leur donnait un réel accès au pouvoir. Agissant comme ils le faisaient dans un climat politique où la plupart des radicaux aspiraient à une souveraineté populaire confondue avec l'extension de la représentation politique, ils avaient bien des raisons de souscrire à cette vision.

Joanna Innes est professeure à l'Université d'Oxford (Somerville College)

Traduit de l'anglais par Fabrice Bensimon

72. La nouvelle pétition des tisserands anglais de 1802 a été soutenue, dit-on, par une pétition écossaise signée par 20 000 personnes, *Parliamentary Register*, XVII, p. 67. En 1803, les tisserands anglais et écossais étaient représentés par le même agent, Mr Mundell (*Parliamentary Papers*, 1802-1803, VIII, p. 889-999).

73. Devon Record Office, Exeter, Addington Papers, 152M/C1813/OH41-8, correspondance avec les tisserands de coton en 1813 ; *Parliamentary Papers*, 1824, V, p. 391-400 et 543-544 ; *Parliamentary Papers*, 1834, X, p. 420-444.

74. Duncan Bythell, *Handloom Weavers...*, *op. cit.*, p. 205-215.